

HUY. — Un arrêté ministériel du 20 septembre 1996 approuve la modification de la composition du quart communal de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Huy, telle qu'elle a été adoptée par les délibérations des 11 avril 1995 et 31 janvier 1996 du conseil communal de Huy, conformément à l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes et auprès de l'administration communale de Huy.

JEMEPPE-SUR-SAMBRE. — Un arrêté ministériel du 16 septembre 1996 approuve les modifications du règlement communal d'urbanisme de la commune de Jemeppe-sur-Sambre, telles qu'elles sont contenues dans la délibération de son conseil communal du 1er juillet 1996.

## MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 27607]

### 30 SEPTEMBRE 1996. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Tournai (Gaurain-Ramecroix)

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1er, X, 1°;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 4 et 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

a) considérant qu'il est d'utilité publique de procéder à l'aménagement de la régie 141/11;

b) considérant que le but de ces expropriations est l'aménagement de la régie 141/11;

c) considérant que la prise de possession immédiate est indispensable,

Arrête :

**Article unique.** Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires aux travaux d'aménagement, par la Région wallonne, de la régie 141/11 sur le territoire de la ville de Tournai (Gaurain-Ramecroix) figurés par une teinte jaune au plan n° H.A16.F58-175 ci-annexé, visé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962.

Namur, le 30 septembre 1996.

M. LEBRUN

TABEAU DES EMPRISES

N°	Cadastré		Noms, prénoms et adresses des propriétaires	Lieux-dits	Nature	Superficie totale			Revenu cadastral	Surface à acquérir			Observations
	Son	N°				ha	a	ca		ha	a	ca	
	A	38 <sup>B</sup>	Domaine du Centre public d'Aide sociale de Tournai B <sup>d</sup> Lalaing 41 - 7500 Tournai	Champ de Marvis	Terre	00	32	78	850	00	32	78	
	A	39 <sup>V</sup>	Domaine du Centre public d'Aide sociale de Tournai, B <sup>d</sup> Lalaing, 41 - 7500 Tournai	Champ de Marvis	Terre	00	70	07	1.800	00	70	07	

Le plan n° H.A16.F58-175 peut être consulté auprès de la Direction des Routes de Mons.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[31328]

Toelatingen tot de stage

Bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 september 1995 wordt de heer Bellefroid, André, toegelaten tot de stage van 1 september 1995 binnen het Franse

MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[31328]

Admissions au stage

Par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 septembre 1995, M. Bellefroid, André, est admis au stage en qualité de secrétaire d'administration à la date du 1er septembre 1995 au cadre